

CAUCHEMARS AMÉRICAINS

Capitalisme "sauvage" et "civilisation" chrétienne: la droite réalise son vieux rêve. Elle a fait bien du chemin depuis ses premières campagnes anti-gai-e-s quand Anita Bryant lui servait de porte-parole et de paravent Aujourd'hui, elle a l'appui du pouvoir, elle est au Pentagone, à la Maison-Blanche, au Congrès. .. Fondamentalistes, conservateurs et militaristes s'allient ponctuellement dans de grandes campagnes de lobbying que subventionnent de grosses compagnies. Leurs cibles se sont multipliées: les femmes sur le marché du travail les assistées sociales, les féministes, les jeunes, les Noir-e-s, les syndicats, les Juifs... Lise Moisan nous présente en trois tableaux un aperçu de cette offensive.

Depuis deux ans, certains groupes religieux fondamentalistes ainsi que le mouvement Moral Majority ont entrepris une croisade virulente pour obtenir l'interdiction ou

le retrait des écoles et des bibliothèques publiques du livre OUR BODIES OURSELVES (Notre corps nous mêmes) et ce, dans 20 États différents. - Nous menons actuellement une campagne pour alerter les parents d'Amérique sur les tentatives pernicieuses d'humanistes séculiers qui cherchent à détruire la moralité de nos garçons et de nos filles dans certaines écoles publiques. »

Si OUR BODIES OURSELVES fut un grand succès de librairie (deux millions d'exemplaires vendus, 19 rééditions, traduction en 14 langues), il fut également déclaré en 1976 « meilleur livre de l'année » par le service aux jeunes adultes de l'Association américaine des bibliothécaires. En 1977, cette même association lui accordait la mention « meilleur livre de la décennie ». toujours dans la catégorie jeunes adultes. C'est ce qui explique son entrée massive dans presque toutes les bibliothèques scolaires et municipales dans tous les coins des États-Unis, et jusque dans les petites communautés rurales ou semi-rurales. Pour une publication féministe qui parle

sans détours de sexualité féminine, d'orgasme, d'accouchement, d'avortement et de lesbianisme, une telle diffusion est exceptionnelle. Cette réussite n'a pas échappé à la vigilance des gardiens de la santé morale de la nation américaine. Dans une lettre adressée à tous les «chefs » de famille, Jerry Falwell, président de *Moral Majority*, appelle à la guerre sainte:

« Mon ami, si tu ne sais pas quels livres servent de manuels scolaires dans les écoles publiques de nos jours, je te conseille fortement de l'informer ».

L'argent étant le nerf de la guerre, c'est bien connu, et Mr. Falwell, en bon stratège, mêle la sollicitation financière au terrorisme moral :

« Voulez-vous que votre enfant soit sous l'influence de livres qui nient l'existence du bien et du mal et qui prônent les rapports sexuels avant le mariage, l'homosexualité, le lesbianisme et l'inceste (sic). Un don de \$15, \$20 ou \$25 de votre part nous aiderait à continuer notre lutte pour élever ces Uvres... »

En annexe de la lettre, quelques extraits du livre OUR BODIES OURSELVES dont on a prudemment retiré les termes jugés « obscènes » (comme masturbation, pénis, orgasme). Cependant, l'un des passages cités comme exemple de matériel pornographique a de quoi surprendre un peu:

« Pour avoir un bon système médical, il nous faut un système économique orienté sur les besoins du monde plutôt que sur l'impératif de profit ».

Le péché est partout... C'est pourquoi les croyants entrent en politique. Prudence suprême, on a pris soin de barrer dans la lettre toutes les citations du livre par la mention *Détruisez ce matériel immédiatement. Pour adultes seulement.*

Parallèlement à cette campagne épistolaire, très représentative des méthodes de propagande de la nouvelle droite américaine, la *Moral Majority* et ses acolytes exercent en ce moment des pressions sur les commissions scolaires, les municipalités et sur tous les paliers de pouvoir possibles.





Notre corps nous appartient ?

« **Même** si nous acceptons l'idée que le corps d'une femme lui appartient, c'est-à-dire qu'elle en est la seule propriétaire au sens juridique du **terme**, nous devrions Insister sur la distinction traditionnelle en droit selon laquelle la possession relève du domaine privé mais l'usage relève du domaine social. »

Hatfield, sénateur de l'Orégon

Le Human Life Amendment constitue une des batailles les plus cruciales de la Nouvelle Droite américaine. Proposé par les sénateurs Helms et Dornan, ce projet veut conférer tous les droits de la personne à l'ovule fécondé et enchâsser ces droits dans la Constitution américaine.

« Le droit suprême à la vie est conféré à chaque être humain dès le moment de la fécondation sans égard à l'âge et à l'état de santé ou de dépendance de la mère. »

Pour réussir, les tenants de ce « modeste » projet doivent le faire voter par les deux-tiers des membres du Congrès et le faire **ratifier** par les trois-quarts des législatures d'État (il doit donc suivre le même cheminement que l'Equal Rights Amendment (E.R.A.), à qui il reste huit mois pour obtenir la **ratification** de 38 États. A ce jour, 35 États l'ont approuvé.

Si cet amendement était adopté, toute interruption volontaire de grossesse deviendrait un meurtre. Une femme ayant fait une fausse couche pourrait subir une enquête et devrait faire la preuve que sa fausse couche **était** involontaire. On pourrait interdire le stérilet et la pilule à faible dose d'oestrogène parce que ces deux **moyens** contraceptifs empêchent l'**implantation** de l'ovule fécondé dans l'utérus.

Pourtant, sur ce chapitre, la **Moral Majority** ne peut guère prétendre au titre qu'elle s'est pompeusement attribuée. En effet, selon un sondage mené conjointement par ABC News et Harris, 61% des Américain-e-s considèrent que l'avortement ne concerne que la femme et son médecin.

Encore un débat constitutionnel

À l'heure actuelle, c'est **strictement** sur le terrain du droit constitutionnel que la bataille se déroule, et les enjeux en sont très **graves**. En effet, on connaît la déférence que bien des Américains portent à leur constitution, site **privé** de leur conception de la liberté et héritage quasi intouchable des pères fondateurs.

Les spécialistes en droit constitutionnel, même ceux qui s'opposent à l'avortement, remettent sérieusement en question la constitutionnalité du Human Life Amendment. En effet, l'enchaînement des droits de l'ovule fécondé, de l'embryon ou du fœtus dans la constitution va directement à l'encontre des droits constitutionnels des femmes que la Cour Suprême avait entérinés en 1973. Même le sénateur Orrin Hatch, ennemi juré de l'avortement et président du sous-comité sur la Constitution, a refusé de co-mandater le projet d'amendement, tant que la question de la constitutionnalité troublait sa conscience d'Américain ! En ce moment, **les auditions** du sous-comité sur la Constitution se multiplient et retardent d'autant le vote décisif que devra prendre le Comité judiciaire du Sénat

Nous devons montrer **notre** potentiel de vengeance contre les gens qui s'opposent à nous. Il faut enfoncer un pieu dans le cœur de nos ennemis.

Howard Phillips,
Conservative Caucus

Une famille forte dans une nation forte

La Bible consacre la fa-

mille avec l'homme comme chef et la femme comme sujette à son autorité toute-puissante. La parole du père doit prévaloir.

La Nouvelle Droite ne s'embarasse pas de nuances, et son programme a la rigueur des catéchismes : il est **POUR** l'octroi d'avantages fiscaux importants :

- aux femmes qui ne travaillent pas à l'extérieur de la maison
- aux femmes qui font du bénévolat
- aux familles à chaque naissance d'un enfant
- aux écoles privées et aux parents qui envoient leurs enfants dans les écoles privées.

CONTRE tout financement fédéral :

- aux programmes d'aide et aux refuges pour femmes battues
- à l'aide juridique en ce qui concerne les **requêtes en divorce**, ou toute cause reliée à l'**avortement** et à **la défense des droits des gais et des lesbiennes**
- à toute personne homosexuelle ou à toute personne qui exprime l'opinion que l'homosexualité est un mode de vie acceptable et ce, en lui fermant l'aide des programmes de sécurité sociale de Bien-être social, d'aide aux Vété-



- rans et de prêts et bourses pour les étudiants
- aux organismes qui expriment l'opinion que l'homosexualité est un mode de vie acceptable ou qui publient du matériel didactique remettant en question les rôles sexuels tels qu'historiquement acceptés aux États-Unis
 - aux États qui n'intègrent pas la prière « volontaire » dans les activités scolaires quotidiennes
 - aux commissions scolaires qui exigent que les professeurs adhèrent à un syndicat.

Cauchemar de féministe paranoïaque? Eh bien non. Cette liste n'est qu'un petit échantillon des 35 mesures proposées par le Family Protection Act (Projet de loi pour la protection de la famille). Cette «Magna Carta» de la Nouvelle Droite, rédigée par le dirigeant de *Moral Majority* Robert Billings, fut présenté au Sénat en 1979 par Paul Laxalt, sénateur, directeur de la campagne présidentielle de Reagan et ami personnel du président. Ce projet risque d'être à nouveau présenté au Congrès cet automne, et s'il n'est pas adopté en bloc, des partisans vont chercher à en faire passer en détail le plus grand nombre de clauses possibles.

Les conservateurs disposent d'une arme de plus que la Maison Blanche : la capacité de PUNIR.

Richard A. Viguier, Conservative Digest

Les mesures du Family Protection Act renforcent l'autorité paternelle sur les enfants et sur les femmes et elles menacent surtout les femmes les plus démunies financièrement. Les coupures de l'aide juridique pour les requêtes en divorce et l'arrêt des subventions aux refuges pour femmes battues se combinent de manière très cohérente pour rendre les femmes tout simplement prisonnières de leurs maris. Aux États-Unis, près d'un mariage sur deux se solde par un divorce. On estime à près de deux millions les femmes victimes de la violence physique de leurs maris chaque année" et 40% des homicides de femmes sont commis par un membre de la famille.

Quant à la liberté et à l'autonomie des enfants, déjà passablement limitées, le Family Protection Act a prévu des mesures de surveillance et des sanctions destinées à quiconque se substitue à l'autorité parentale ou aide un-e mineur-e à déjouer cette autorité.

- Tout médecin ou toute clinique qui traite un-e mineur-e non marié-e pour maladie vénérienne devra en aviser les parents sous peine d'une amende de \$5 000.
- Toute clinique ou tout programme de santé qui néglige d'aviser les parents avant de dispenser de l'information sur la contraception ou l'avortement à un-e mineur-e non marié-e verra ses subventions fédérales coupées.

Lorsque la majorité chrétienne aura pris le pouvoir, le pluralisme sera considéré comme immoral, comme le mal, et l'État ne permettra à personne de pratiquer le mal.

Gary Potter, Catholics For Christian Political Action

Pour accroître encore plus le contrôle parental sur les enfants, le projet de loi vise à favoriser la recrudescence des écoles confessionnelles. Selon le *New York Times*⁽²⁾, cette floraison d'écoles privées religieuses est déjà bien amorcée, puisqu'il rapporte que «de nouvelles écoles fondamentalistes protestantes ouvrent leurs portes au rythme actuel de trois par jour» sur le territoire américain. En 1981, le membership de l'Association des écoles chrétiennes a augmenté d'environ 15% par rapport à l'an dernier. On compte maintenant près de 1 500 écoles membres de cette association. Tout enseignant doit d'abord professer sa foi s'il veut y être engagé.

Si ce n'était que de nous, 99% du budget fédéral irait à la Défense nationale — pour maintenir une Amérique forte — et 1% du budget irait à la distribution du courrier. C'est tout. Sacrez-nous patience.

Jerry Dolan, National Conservative Political Action Committee

En réunissant les informations parcellaires dont nous disposons, nous avons pu nous rendre compte de la très grande cohérence de l'offensive menée par les conservateurs militants américains.

La droite se base sur l'idée de la suprématie des mâles blancs, virils, hétérosexuels et chrétiens dans un système de libre entreprise. Quant aux autres, ils n'existent que pour assurer cette suprématie.⁽³⁾

La Droite tente de s'assurer l'hégémonie politique et idéologique dont elle rêve par des méthodes on ne peut plus pragmatiques. Elle réclame à grands cris des coupures et des interdictions qui visent surtout les programmes d'aide sociale. Ces moralisateurs musclés se soucient peu de prouver qu'ils ont raison. Dieu est de leur bord de toutes façons, et leur objectif est le pouvoir. Ils en sont si proches... Ils en ont l'eau à la bouche.

LISE MOISAN

1/Étude de Murray Strauss, université du New Hampshire
2/*New York Times* du 20 septembre 81

3/Citation tirée d'un pamphlet du Center for Constitutional Rights in U.S.